

[Text]

Mr. Brewin, with all respect, you mentioned being in three places at one time. If you look at the last part of my brief, I have commended the committee for the way they are handling these hearings. The hearings in 1986—I am repeating myself, Mr. Chairman—had 84 submissions and 28 days of hearings. The committee visited all over North America, and you came up with this report. I suggest, sir, if parliamentarians continue this, they will kill themselves by trying to be in 17 places at the same time, and you will not be coming to the decisions that we elect members to make, i.e. to decide how far they have to go to make the thing work.

How much does it cost? I do not know what it costs as such, but I think there is reference to that in the previous. . . I am seven years out of touch on the specifics. One thing I can assure you, Mr. Chairman, is that it would cost Canada a great deal more to try to do it by ourselves to the extent they felt it would not only satisfy us that we were looking after ourselves but we would be doing the other one. Mr. Peterson asked if we should do it by the UN, and I say by all means. The more globalization of world affairs we have, I think the less chance we have of getting into dreadful things.

**An hon. member:** I had a question about what the U.S. would do.

**Mr. Nixon:** Oh, yes. When I think of this, I put on my shoes as a U.S. defence planner and a U.S. air controller.

• 1305

If you mean just on the air defence side, I would say I would have to have a system of surveillance and I would either go global or go to satellites as fast as I can, if Canada decided to back out of this, so they would not need Canadian territory. That would mean they would have to have a whole string of air bases right along the border because, as I said earlier, they have to treat Canada's airspace as a contiguous part of American airspace. It is just as much of a concern to them as what they have off the west coast or off the gulf. If we do not provide it with them, then they will feel they have to provide it.

On the air control side and the air traffic flow, terrorism and such, I would say that if you tried to do it separately, with no co-operation, no co-ordination, it would be chaos.

**Mr. Brewin:** Does this not put us in a very strong bargaining position, though? If the cost to the Americans for no agreement is the cost of opening a whole series of air bases along the border, then we ought to be in a very powerful bargaining position with them. Whether we would want to press that is another thing again. That is a political issue.

**Mr. Nixon:** That is a political issue, but another one—and this is one of the things that happened with the SDI, when getting put out of that—is that it reduced the level of communications, I am certain, between Defence and United States Defense, and I would imagine also between State and External Affairs.

[Translation]

Monsieur Brewin, malgré tout le respect que je vous dois, vous avez parlé d'être à trois endroits en même temps. Si vous vous reportez à la dernière partie de mon mémoire, je félicite le comité de la façon dont il organise ses auditions. Les auditions de 1986—je me répète, monsieur le président—ont suscité 84 mémoires et occupé 28 journées d'audience. Le comité a parcouru toute l'Amérique du Nord et a produit ce rapport. À mon avis, monsieur, si les parlementaires poursuivent cela, ils se tueront à force de tenter d'être à 17 endroits en même temps et vous n'arriverez jamais aux décisions pour lesquelles nous élisons des députés, c'est-à-dire décider jusqu'où il faut aller pour que cela fonctionne.

Combien cela coûte-t-il? Je ne connais pas le coût exact, mais je crois que c'est mentionné dans. . . Il y a sept ans que j'ai perdu contact avec les détails. Je peux toutefois vous assurer, monsieur le président, qu'il en coûterait beaucoup plus au Canada de tenter de le faire seul, dans la mesure où on estimerait que nous ne saurions nous contenter de nous occuper de nous-mêmes, mais que nous devrions également faire l'autre chose. M. Peterson a demandé si nous devrions le faire par l'entremise de l'ONU, et je réponds bien sûr. Plus il y a de globalisation, moins j'estime que nous risquons le pire.

**Une voix:** J'avais une question à propos de ce que les États-Unis feraient.

**M. Nixon:** Ah oui. Quand je pense à cela, je me place dans les bottines d'un planificateur américain de la défense ou d'un contrôleur américain de la circulation aérienne.

Si vous parlez uniquement de la défense aérienne, je dirais qu'il nous faut un système de surveillance global par satellites le plus rapidement possible, si le Canada décidait de se retirer, pour ne pas avoir besoin du territoire canadien. Cela signifierait que les Américains devraient construire toute une série de bases aériennes le long de la frontière car, comme je l'ai dit tout à l'heure, ils doivent traiter l'espace aérien du Canada comme partie contiguë de l'espace aérien américain. Cela les préoccupe tout autant que la côte ouest ou le Golfe. Si nous ne leur fournissons pas cela, ils s'estimeront obligés de se le procurer eux-mêmes.

Du côté du contrôle aérien et de la circulation aérienne, du terrorisme, etc., je dirais que si l'on tentait de le faire par nous-mêmes, sans collaboration, sans coordination, ce serait le chaos.

**M. Brewin:** Est-ce que cela ne nous donne pas une très forte position de négociation? Si en l'absence d'accord les Américains doivent mettre en place toute une série de bases aériennes le long de la frontière, alors nous devrions avoir une position de négociation très forte vis-à-vis d'eux. Quant à savoir si nous voudrions en profiter, c'est une autre chose. C'est une question politique.

**M. Nixon:** C'est effectivement une question politique, mais il y en a une autre—et c'est une des choses qui se sont produites dans le cas de l'IDS, dont nous avons été exclus—c'est qu'il y a eu diminution des communications, j'en suis sûr, entre le ministère de la Défense et la Défense américaine, et j'imagine aussi entre le Département d'État et les Affaires extérieures.